

## **L'impact de la filière coton sur le développement économique et la lutte contre la pauvreté en Afrique de l'Ouest et Centrale.**

### **La filière coton joue un rôle économique majeur dans les seize pays producteurs d'Afrique de l'Ouest et Centrale (AOC).**

Environ deux millions d'agriculteurs produisent en moyenne plus de deux millions de tonnes de coton graine, soit près de 830 000 tonnes de fibres au taux moyen de rendement à l'égrenage de 41,5%. Le volume de coton fibre produit par la région représente près de 15% des échanges internationaux. En terme de résultat, le chiffre d'affaire de l'industrie cotonnière de l'AOC se situe entre 500 et 700 milliards de Francs CFA. Comme nous le verrons plus tard, le coton, principale production agricole dans de nombreux pays, produit un effet d'entraînement sur le secteur rural. Mais en plus de cela, il permet de réaliser jusqu'à 50% des recettes d'exportation de pays comme le Burkina Faso ou le Mali, et plus de 80% pour le Bénin.

La filière coton AOC ne trouve pas de marché domestique ou régional comme débouché. Elle est donc très dépendante des exportations. En effet les pays AOC exportent près de 95% de leur production. Cette dépendance expose les filières coton aux fluctuations des cours mondiaux de la fibre et du taux de change du dollar. Or, selon les ministres de l'agriculture de l'AOC réunis régulièrement en conférence, pendant encore **la filière coton doit continuer à jouer un rôle majeur dans l'économie de ces pays**. En effet, la culture du coton est un véritable vecteur de développement dans la plupart des pays AOC. Elle apporte des revenus substantiels en milieu rural et génère beaucoup d'emplois ; elle introduit de nouvelles technologies et développe des activités industrielles et commerciales. **Ce sont ainsi plus de dix millions de vies en AOC qui dépendent de cette production**. Toujours selon les ministres, elle peut aussi être un levier de l'intégration régionale.

### **La culture du coton (comme celles du sucre, du cacao ou de l'arachide) a donc un impact économique, financier, politique et aussi social sur la lutte contre la pauvreté en Afrique.**

La pauvreté est concentrée dans ces pays d'AOC dans ce que l'on appelle les zones marginales, là où le coton est souvent la principale culture susceptible de procurer des revenus monétaires aux populations. Les populations y ont un accès considérablement plus limité que les populations citadines aux services de base. Les taux de mortalités infantile et maternelle y sont donc plus élevés, l'espérance de vie plus courte et les taux d'alphabétisation plus bas. L'ambassadeur du Burkina Faso aux Etats-Unis, Tertius Zongo, relevait dans une allocution en mai 2003 que des études récentes portant sur **l'élasticité de la réduction de la pauvreté au regard des composantes sectorielles de la croissance montraient l'importance cruciale du secteur agricole dans ce domaine**. Une hausse de 1 % de la contribution de l'agriculture au PIB peut augmenter le revenu des pauvres jusqu'à 1,6 %. En comparaison, une hausse de la contribution du secteur industriel de 1 % augmente le revenu des pauvres de seulement 1,2 % (et 0,8 % en ce qui concerne une hausse de contribution du secteur des services). Ces chiffres s'expliquent aisément quand on considère les liens entre l'agriculture et la croissance du secteur non agricole de l'économie rurale. Les familles rurales en effet utilisent leurs revenus supplémentaires pour acheter des biens et des services agricoles et non agricoles produits localement et exclusivement vendus localement. Par exemple au Burkina Faso, le multiplicateur de croissance fait que pour chaque dollar supplémentaire gagné par les agriculteurs, c'est une hausse de 1,88 dollars qui sera réalisée dans le secteur local de biens et services non

commercialisés à l'extérieur. Le coton en lui-même représente 40 % des gains d'exportations au Burkina Faso et au Bénin, et 30 % pour le Mali et le Tchad. Sa contribution au PIB de ces pays est importante, allant de 5 à 10 %. Si l'on prend de nouveau l'exemple du Burkina Faso, le coton seul fait vivre deux millions de personnes et c'est aussi le secteur qui constitue la culture commerciale la plus importante. Par ailleurs, la production cotonnière contribue dans l'ensemble des pays AOC à l'implantation d'unités industrielles (industries d'égrenage, filatures/teintureries, huileries, industries de fabrication d'aliments de bétail).

**Une filière coton suffisamment rentable pourrait contribuer à réduire les risques et les vulnérabilités auxquels sont confrontées les populations des zones les plus pauvres.**

Les populations rurales vivant dans les zones marginales où le coton est la seule culture de rente sont en effet exposées à de multiples risques : chocs climatiques et pénuries saisonnières, VIH et autres épidémies, catastrophes naturelles, conflits... Ces risques ont des conséquences importantes car ils ont tendance à saturer les mécanismes d'adaptation et à compromettre les moyens de subsistance et le bien-être de communautés entières.

**Un autre impact important de la filière coton sur le développement des pays AOC est son rôle dans le frein de la dégradation de l'environnement.**

En effet, toujours selon les ministres de l'agriculture, les problèmes de dégradation de l'environnement sont davantage pris en compte lorsque l'on encourage les progrès technologiques nécessaires pour augmenter durablement les rendements et réduire les pressions sur les écosystèmes fragiles.

**En reprenant les mots de l'ambassadeur du Burkina Faso aux Etats-Unis, la conclusion est simple : moins d'argent pour les cultivateurs de coton dans ces pays signifie moins de gains d'exportations, moins de revenus pour les pauvres, moins de revenus pour les gouvernements, moins de moyens pour l'éducation, la santé et les autres secteurs publics. Cela signifie aussi un surplus de problèmes macroéconomiques, une dette extérieure accrue, une pauvreté toujours plus grande.**

**Sources :**

- *déclaration de Tertius Zongo, ambassadeur du Burkina Faso aux Etats-Unis, lors de la conférence annuelle sur le développement économique, Paris, mai 2003*
- site internet de la conférence des ministres de l'agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Aujourd'hui, après avoir imposé la privatisation de la filière coton au Bénin, au Burkina-Faso, en Côte d'Ivoire et au Ghana, la Banque mondiale fait pression sur le gouvernement malien pour qu'il privatise à son tour la Compagnie malienne pour le développement des textiles (CMDT). Un scandale qui soulève les plus vives protestations des paysannes et des paysans qui participent au Forum des Peuples. « Nous connaissons très bien les dégâts causés par la privatisation au Bénin et en Côte d'Ivoire. Nous nous sommes renseignés », rappelle Mèmè Diallo du Syndicat de valorisation de l'agriculture cotonnière (Syvac, Nièna). La CMDT a certes été très

critiquée ces dernières années, mais elle a eu aussi un impact très positif sur le développement des zones où elle était implantée (alphabétisation, amélioration de la situation des femmes, etc.). Et les cotonculteurs ne l'oublient pas.

« Non à la privatisation ! Trop, c'est trop ! », s'enflamme Emilie Akhcha du Comité pour l'autopromotion du développement durable, (CADD, Bénin), venue soutenir ses amis maliens dans leur combat. Un cri du coeur qui résume bien la détermination des participants au Forum des Peuples.